



**PRÉFET
DE L'AIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : FDS

**Arrêté préfectoral mettant en demeure
la SAS PANELCO de respecter certaines prescriptions applicables
à ses installations situées à VONNAS**

Le Préfet de l'Ain

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.512-1 et L.514-5 ;
- VU le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 relatif aux délais et voies de recours ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 16 mars 1989 au bénéfice de la société PLASTEUIROP pour l'exploitation d'une usine de production de panneaux isothermes à VONNAS (01540) ;
- VU les arrêtés préfectoraux complémentaires, modifiant l'arrêté d'autorisation initial, en date des 02 novembre 1990, 19 mai 2010 et 06 juin 2017 ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le rapport de l'organisme qualifié APAVE en date du 03 décembre 2025 rédigé à la suite des mesures des niveaux sonores émis par le site PANELCO à VONNAS, réalisées les 26 et 27 novembre 2025 ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement en date du 06 février 2026, rédigés à la suite de la visite sur le site exploité par la société PANELCO à VONNAS effectuée le 21 janvier 2026 ;
- VU le courrier de l'inspection de l'environnement du 06 février 2026 transmettant à la société PANELCO son rapport rédigé à la suite de la visite du 21 janvier 2026 ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure proposé et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;
- VU le projet d'arrêté, annexé au rapport, porté à la connaissance de l'exploitant et valant contradictoire ;
- VU l'absence d'observations de la société PANELCO ;

CONSIDÉRANT que la mesure de bruit réalisée les 26 et 27 novembre 2025 a montré le non-respect des émergences admissibles fixées par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, en périodes diurne et nocturne, en plusieurs points en zone à émergence réglementée ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations a constaté, lors de la visite du 21 janvier 2026, que des actions correctives pour diminuer l'impact sonore du site ont été réalisées, mais que d'autres sont encore en cours ou à l'étude ;

CONSIDÉRANT que cette situation peut générer des nuisances de voisinage et qu'il convient que des améliorations soient apportées aux installations exploitées ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement susvisé, de mettre en demeure la société PANELCO de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, notamment en matière d'émergences admissibles en zone à émergence réglementée ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure concernant les émissions sonores (émergences)

La société PANELCO est mise en demeure, pour ses installations implantées route de Chaveyriat à VONNAS (01540), de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé pour le 31 juillet 2026 au plus tard.

Pour justifier de l'efficacité des actions de réduction des émissions sonores du site et de leur impact sur les émergences en zone à émergence réglementée, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats d'une mesure de bruit qui doit être réalisée entre le 1^{er} juin et le 31 juillet 2026, dans des conditions représentatives du fonctionnement du site en période estivale.

Les points de mesures utilisés sont identiques à ceux utilisés lors de la mesure de novembre 2025.

Article 2 – Délais

Les prescriptions sont d'application immédiate à compter de la notification du présent arrêté, à l'exception de celles pour lesquelles un délai est prévu au sein même des articles.

Les délais indiqués s'entendent à compter de la notification du présent acte.

À l'échéance des délais, l'exploitant justifie au préfet et à l'inspection des installations classées du respect des prescriptions précitées.

Article 3 – Frais

Les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 – Sanctions

L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.178-1 et L.173-2 du code de l'environnement.

Article 5 – Recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Lyon – 184 rue Duguesclin, 69003 Lyon - ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/>, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux (auprès de M. le préfet de l'Ain – 45 avenue Alsace Lorraine, 01012 Bourg-en-Bresse) ou hiérarchique (auprès du ministère de l'intérieur) dans le délai de deux mois. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet. L'exercice d'un recours administratif proroge le délai de recours contentieux.

Article 6 : Publicité

Le présent arrêté sera

- affiché à la porte principale de la mairie de VONNAS pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet,
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au président de la SAS PANELCO – Route de Chaveyriat – 01540 VONNAS ;
- et dont copie sera adressée :
 - au maire de VONNAS,
 - au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à BOURG-en-BRESSE, le

05 MARS 2020

Pour le préfet,
La secrétaire générale,


Virginie GUERIN-ROBINET

